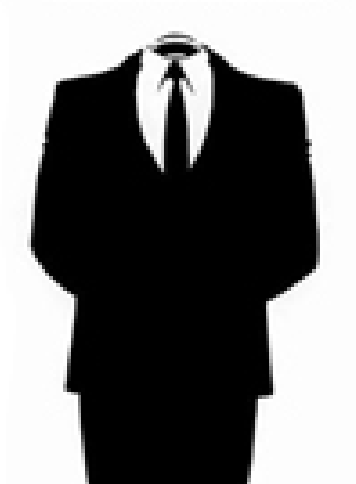


<https://www.fakirpresse.info/Le-plan-de-bataille-des-marches>



Le plan de bataille des marchés (traduction)

- Le Journal - Décrypter -



Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2012

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

C'est une note de neuf pages, en anglais, rédigée par le « premier broker indépendant en actions européennes ». Dans ce document, que l'on retrouve dans l'intégralité sur le site de [Reporterre](http://Reporterre.net), on découvre « le plan de bataille des marchés » si François Hollande l'emportait. En voici une traduction...

Cheuvreux, c'est le « *premier broker indépendant en actions européennes* ».

Avec des bureaux dans quatorze pays, à Tokyo, San Francisco, Amsterdam, Boston, cette filiale du Crédit Agricole conseille 1200 investisseurs institutionnels, notamment anglo-saxons - notamment des fonds de pension et des banques.

À ces 1200 clients « *corporate* », cette société a adressé une note brève, en anglais, de seulement neuf pages. Qui n'était pas destinée au grand public, donc - seulement aux opérateurs de marché. Mais quand on est tombés sur ce document, grâce au site www.reporterre.net, on a eu l'impression de découvrir le plan de bataille des financiers.

Car eux préparent déjà l'après élection. (Et ils comptent bien en tirer une victoire, quel que soit le vainqueur : la fin du CDI.

Un peuple averti en vaut deux.

Ci-dessous, notre reporter Adrien propose une traduction de cette note rédigée par le « *chief economist* » de Cheuvreux, Nicolas Doisy.



Le choix

S'il est élu le 6 mai prochain, comme c'est le plus probable, le socialiste François Hollande devra clarifier sa position sur deux questions pressantes : l'austérité budgétaire et la réforme du marché du travail...

Nicolas Sarkozy est somme toute plus courageux et plus transparent sur ces deux points - mais il est aussi regardé comme le futur perdant du scrutin. Tout comme François Mitterrand en 1981-1983, François Hollande va devoir déplaire soit aux marchés financiers, soit à ses électeurs, puisqu'il est certain de ne pas parvenir à concilier les deux. Prévenu des risques d'exaspérer à la fois les marchés financiers et l'Allemagne, Hollande sait qu'il cèdera finalement à leurs demandes...

[...] L'objectif primordial de la France sera de rester dans l'Eurozone mais également, et c'est aussi important, de continuer à jouer le rôle de co-leader avec l'Allemagne même au prix d'un chômage élevé...

Le marché du travail

C'est regrettable pour François Hollande, mais la nécessité d'une libéralisation du marché du travail est le résultat direct d'une appartenance de la France à la Zone euro, aussi ne peut-on avoir l'une sans avoir l'autre...

La seule question est, donc de savoir si François Hollande va ne serait-ce qu'essayer de respecter ses promesses ou s'il va de lui-même revenir dessus aussitôt élu. Le bon sens lui conseillerait de mener cette libéralisation du marché du travail tout de suite. Mais la prudence innée de Hollande et l'orientation de son parti vont imposer des freins : dès lors, seule une contrainte externe remettra la politique française dans la bonne direction.

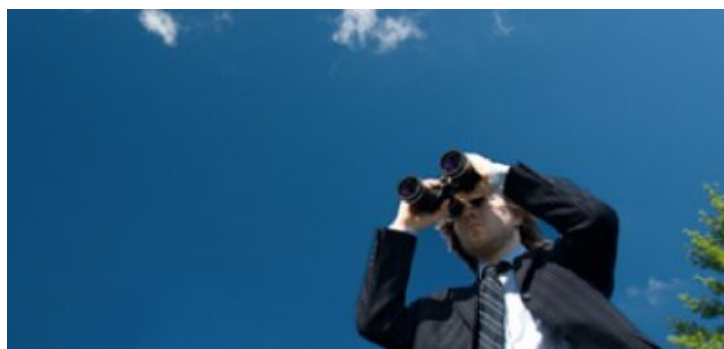
Avec l'Allemagne qui a libéralisé son marché du travail récemment (et l'Espagne et l'Italie qui suivent maintenant), François Hollande n'aura guère de choix. Sans quoi la France devrait affronter la colère de ses partenaires de l'Eurozone (et la colère du marché) en refusant de mettre en oeuvre la même réforme qu'eux.

Tromper le peuple

Ne serait-ce qu'à cause de l'échec du référendum sur la constitution de l'UE en 2005, François Hollande va devoir naviguer à travers des forces contraires dans la gauche.

Le traité avait été rejeté parce qu'il devait consacrer le marché libre comme principe fondateur de l'Union Européenne, au travers l'insertion de la directive Services dans la Constitution. Ce rejet était une manifestation typique du préjugé français (de gauche comme de droite) contre le marché.

Dans cette perspective, il serait politiquement intelligent que ses partenaires de l'Eurozone permettent à François Hollande de prétendre qu'il leur a arraché quelques concessions, même si c'est faux en réalité. La demande de renégociation du traité serait alors utilisée pour tromper le public français en lui faisant accepter des réformes convenables, dont celle du marché du travail.



La confiance

Entre 1981 et 1983, François Hollande a été très familier du « *tournant de la rigueur* » effectué par François Mitterrand, tout particulièrement en mars 1983 puisqu'il était le conseiller économique du président quand celui-ci a décidé que la France resterait dans la Communauté économique européenne.

Alors que la France sera sans doute confrontée au même besoin d'une politique économique raisonnable à partir de juillet 2012 - tout comme en 1981-1983 - il est assez peu probable que François Hollande ait oublié les leçons de ses années de formation. Et notamment la leçon qu'hésiter trop longtemps entre deux options politiques a un coût très élevé lorsqu'on subit la pression des marchés et donc que, dans de telles circonstances, la meilleure politique est d'être clair, et de faire un choix pro-européen.

[...] François Hollande a le coeur d'un Européen convaincu. Entre 93-97, il a présidé le think tank de Jacques Delors, le « *Club témoin* ».

Cela devrait l'aider à opter pour une politique efficace de réforme favorable à la croissance telles que couper dans les dépenses public et libéraliser le marché du travail (et les services) d'une manière ou d'une autre. Le vrai défi pour lui sera de trouver une formule politique pour vendre ces réformes à la population française.

Son programme

François Hollande a déjà signalé aux électeurs du centre qu'il ne reviendrait pas sur certaines des mesures les plus emblématiques et les plus utiles de son adversaire, s'il était élu. Il a en particulier fait savoir qu'il ne rétablirait pas l'infâme système des 35 heures sur lequel Nicolas Sarkozy est déjà revenu.

Il a également publiquement souscrit au programme de réduction des déficits accepté par Nicolas Sarkozy avec ses partenaires de la zone Euro.

Jusqu'ici, il a évité de promettre quoi que ce soit de concret qui satisferait l'appétit supposé de son électorat populaire pour l'interventionnisme étatique.

Il a uniquement proposé quelques modifications mineures à la réforme des retraites de son opposant, ou encore à sa politique d'emploi public sans toutefois augmenter le nombre de fonctionnaires.

Somme toute, la seule ambiguïté de François Hollande, jusqu'ici, est de ne pas avoir fait une seule proposition de réformes favorables aux entreprises, en particulier du point de vue de la rigidité du marché du travail.

Bien qu'on ne puisse lui reprocher d'avoir une approche stratégique, certaines clarifications deviendront rapidement nécessaires après les élections.

La menace d'attaques des marchés contre la dette souveraine de la France, due à la colère des partenaires de la zone Euro provoquée par l'inaction, devrait suffire à contraindre l'europhile pragmatique en lui.

Le pire

Dans le pire des cas (mais qui n'est pas le plus probable) la pression de ses partenaires de l'Eurozone et des marchés le forcera à faire demi-tour.

Le pire des scénarios est que la France doive se résigner à la libéralisation du marché du travail, seulement une fois l'inefficacité de ces politiques de relance avérée. On peut espérer que le processus ne prendrait que quelques mois (et non pas quelques années comme dans les années 80) sans trop de troubles sociaux. Un catalyseur possible (et hélas, souhaitable) de ce virage à 180 degrés pourrait être une hausse du chômage substantielle et inexorable, en particulier chez les jeunes.

Un autre déclencheur efficace, dans ce contexte, serait la pression des marchés qui suivra probablement si Hollande se montrait trop hésitant pour des réformes courageuses. Cette perspective, déplaisante pour un Président nouvellement élu, devrait l'inciter fortement à ne pas jouer à des jeux stupides avec les marchés.

Sur le même sujet :

[Écouter l'émission de radio « Là-bas si j'y suis »](#)

Une autre traduction à lire sur le site [Cantos numériques](#) de Christophe Masutti, qui en a réalisé [une version avec la maquette originale de la note](#)

[Notre entretien avec Nicolas Doisy](#)